

Jacques Chirac à la télévision

Le président de la République devrait s'adresser aux Français en début de semaine. Le thème de cette intervention télévisée concernerait la réforme de la justice. p. 24

Espoir pour Gerry Roufs

Un avion chilien aurait localisé le navigateur canadien dont les organisateurs du Vendée Globe étaient sans nouvelles depuis le 7 janvier. p. 18

L'Inde poursuit ses réformes

Dans un entretien au Monde, H. D. Deve Gowda, le premier ministre indien, s'engage à poursuivre les réformes de déréglementation de l'économie dans son pays. p. 5

« Le Monde » bouge

A partir de lundi, daté 21 janvier, votre quotidien continue de changer, deux ans après le lancement de sa nouvelle formule. p. 24

Vent d'euphorie sur la haute couture



Arrivée de trois nouveaux créateurs, transfert de John Galliano chez Dior..., la présentation des collections pour l'été à Paris va étonner. p. 11

PCF : l'éminence grise des années 30

Deux historiens ont reconstitué la vie d'Eugen Fried, agent de l'Internationale et dirigeant de l'ombre du Parti communiste français. p. 12

Pour une fiscalité minimale

Détenteurs de patrimoine et conseillers financiers s'intéressent de plus en plus aux aspects fiscaux dans les stratégies de placement. pp. 15, 16, 17

Ouverture du Musée de la musique

900 instruments sont exposés au Musée de la musique, inauguré samedi 18 janvier à Paris. p. 21

Au « Grand Jury »

Georges Charpak est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde » dimanche 19 janvier à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 380 DR ; Irlande, 1,40 E ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON. ; 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

Les centrales syndicales en panne de stratégie face au gouvernement

Marc Blondel évoque « le blues de la confédération »



LES CONFÉDERATIONS syndicales peinent à trouver leurs marques face aux projets de réforme du gouvernement approuvés par le patronat (création de fonds de pension, stages diplômants, flexibilité, etc.). Devant les responsables de FO, Marc Blondel a même

évoqué « le blues de la confédération ». Malgré ces interrogations, FO « met solennellement en garde le gouvernement » contre tout projet sur la flexibilité du marché du travail. Le 21 janvier, Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, s'emploiera à justifier devant sa centrale

le « syndicalisme de transformation sociale » qu'elle appelle de ses vœux. A la CGT, l'incapacité à embrayer sur les revendications des salariés provoque un désarroi dont Louis Viannet est conscient.

Lire page 6

Bill Clinton de nouveau confronté aux « affaires »

Le président américain prête serment lundi

BILL CLINTON aborde la deuxième moitié de sa présidence au sommet de sa popularité : selon un sondage rendu public, vendredi 17 janvier, par CNN et USA Today, 62 % des Américains approuvent son action, une cote record pour lui. Il prêtera serment lundi 20 janvier pour un nouveau mandat de quatre ans qui commence comme avait fini le précédent : la Maison Blanche doit cohabiter avec un Congrès, toujours contrôlé par les républicains.

L'équilibre budgétaire, la sauvegarde des systèmes d'assurances maladie et de retraite, mais aussi la réforme du financement des partis s'annoncent comme les grands défis de politique intérieure de ce second mandat. La première confrontation sérieuse entre l'exécutif et le législatif concerne l'amendement à la Constitution que les républicains veulent voter pour obliger le gouvernement fédéral - sauf situation exceptionnelle - à maintenir les finances publiques en équilibre. M. Clinton est résolument contre.

Lire page 2

Le second mandat commence, également, dans une atmosphère de confrontation entre les deux grands partis qui s'entredéchirent depuis un mois au sujet de Newt Gingrich, le speaker (président) républicain de la Chambre, accusé de fraude fiscale. La polémique a provoqué un regain d'animosité au Capitole entre républicains et démocrates. Elle augure mal de la coopération entre M. Clinton et une majorité hostile au Congrès.

C'est dans cette ambiance que vont à nouveau peser les multiples affaires qui ont jalonné le premier mandat de Bill Clinton. Elles vont réduire sa marge de manœuvre. Plusieurs d'entre elles connaîtront leur épilogue en 1997 et différentes commissions parlementaires s'approprient à engager des investigations. L'exploitation politique et médiatique de cette situation va s'échelonner sur de nombreux mois et risque d'affaiblir le président démocrate.

Le couple par lequel le scandale arrive à la City

LONDRES

de notre correspondant dans la City

Ah le couple Horlick ! Quel succès ! Surtout elle, Nicola, trente-cinq ans, directrice des fonds de retraite britanniques chez Morgan Grenfell Asset Management (MGAM), filiale de la Deutsche Bank, l'un des plus gros investisseurs institutionnels de la City. Surnommée, pas toujours avec gentillesse, « la superwoman », Nicola est un oiseau rare, d'autant plus rare pour beaucoup que son salaire annuel dépasse le million de livres. Elle quittait toujours son bureau à 17 heures, pour s'occuper de ses cinq enfants. Son époux, Timothy, trente-six ans, est un important pont de la banque d'affaires américaine Salomon Brothers.

Possédant une fortune, une maison de maître dans le quartier chic de Kensington, une jolie résidence secondaire, une gouvernante et du personnel à plein temps, une table ouverte autour de laquelle se retrouvait le nec plus ultra des seigneurs de l'argent, une foule d'invitations à l'Opéra de Covent Garden... ils inspiraient confiance. Changement de décor. Accusée d'avoir ten-

té de débaucher toute une équipe de gestionnaires de patrimoine ainsi que plusieurs clients importants pour venir avec elle chez le concurrent néerlandais ABN Amro, Nicola, suspendue de ses fonctions, a été contrainte à la démission le 16 janvier. Ce même jour, la presse révélait que son mari, Timothy, était traîné devant les tribunaux par son ancien employeur, Kleinwort Benson, pour avoir copié des données informatiques avant de se rendre, avec armes et bagages, chez Salomon. « Etabli pour récompenser l'âpreté aux gains, le manque de loyauté et l'égoïsme, le système des stars en vigueur dans la City était condamné à mal finir », s'indigne le Daily Telegraph, le grand journal conservateur, à propos des agissements du duo maléfique.

Et chacun y va de sa petite histoire sur Nicola, « respectée, mais pas très bien de sa personne... une Margaret Thatcher de la finance ». Timothy, lui, est comparé à l'infâme José Ignacio Lopez, ancien dirigeant de General Motors, engagé à grands frais par Volkswagen et mis en examen pour divulgation de secret industriel. La dame, en tout cas, a du savoir-faire : devant le refus de ses

supérieurs de la rencontrer, elle s'est envolée à Francfort, en compagnie d'un agent de relations publiques et d'une nuée de journalistes, réclamer à la maison mère une indemnité de plusieurs millions de livres. En vain.

« Il arrive fréquemment que des équipes entières partent chez un rival qui entend monter de toutes pièces une activité qu'il ne connaît pas et qu'il veut hisser tout de suite au niveau des meilleurs », raconte un fund manager, qui explique que, dans cette City ultracompetitive, tous les moyens sont bons pour attirer les vedettes dont dépend, en grosse partie, la prime de fin d'année donnée aux directions.

L'heure, en tout cas, n'est plus à l'euphorie dans la première place boursière européenne. On parle de retournement boursier dès le printemps. La venue probable au pouvoir du Parti travailliste inquiète. Et voilà que la Deutsche Bank, déjà contrainte l'an dernier de renflouer MGAM, s'interroge aujourd'hui sur l'opportunité de rapatrier certaines activités à Francfort, où la vie est moins mouvementée...

Marc Roche

Les Belges, la télé et l'affaire Dutroux

POUR la première fois en Europe, les travaux d'une commission d'enquête parlementaire sont retransmis en direct à la télévision. Cela se passe en Belgique, à propos des errements de la justice et de la police dans l'affaire Dutroux. Jusque tard dans la nuit, des centaines de milliers de téléspectateurs suivent les débats. Dans notre supplément « Télévision Radio Multimédia », Luc Rosenzweig, notre correspondant à Bruxelles, raconte ces règlements de comptes en direct.

De plus, nos programmes s'enrichissent de cinq nouvelles chaînes du câble et du satellite. A lire également, une enquête sur la bande dessinée interactive qui se développe sur CD-ROM et sur Internet.

Lire notre cahier « Télévision Radio Multimédia »

L'Europe dans l'engrenage de la monnaie unique

LEUR SCEPTICISME atavique a mis les Britanniques en alerte. Derrière les propos anodins sur l'harmonisation des politiques budgétaires entraînée par la monnaie unique, ils ont immédiatement vu se profiler un système fiscal unifié, des prélèvements sociaux uniformisés, les recettes de l'impôt sur le

revenu versées dans un pot commun ; le tout régi par les technocrates apatrides de Bruxelles.

Phantasme ou prémonition ? Bonn et Paris ont démenti, le ministre français de l'économie et des finances assurant qu'il « n'était pas question de rompre avec la souveraineté fiscale », une prérogative

nationale pourtant déjà bien entamée. Du côté de la Commission, les dénégations ont été plus molles, car ses services étudient l'hypothèse où les pays de la zone euro avanceraient plus vite que les autres sur la voie de la convergence fiscale.

Sans doute tout cela prendra-t-il

du temps. Mais un langage nouveau apparaît dans les milieux européens ; il trace un chemin sur lequel la monnaie unique est seulement une étape. Comme si un engrenage se mettait en place, dont on n'a pas mesuré encore toutes les conséquences économiques, financières, budgétaires, fiscales, sociales, institutionnelles...

Le grand marché avait introduit la convergence des politiques économiques, condition nécessaire à la monnaie unique. Maastricht avait fixé les célèbres critères d'élection pour l'Union économique et monétaire. Les Allemands avaient fait un autre pas en tirant, des impératifs de rigueur contenus dans le traité, la nécessité d'un pacte de stabilité, contraignant et assorti de sanctions quasi-automatiques.

Mais dans un premier temps, ils s'étaient gardé d'aller plus loin. Ils affirmaient même que toute possibilité d'ajustement entre les économies européennes par les taux de change et d'intérêt devant disparaître avec l'euro, les gouvernements ne pourraient plus jouer que sur la fiscalité, la politique des revenus et les régulateurs sociaux (en clair, le volant de chômage) pour compenser les différences de compétitivité.

Daniel Vernet

Lire la suite page 13

Le roi du luxe



BERNARD ARNAULT

AVEC la stagnation de la consommation, l'alcool ne paie plus assez. A quarante-sept ans, Bernard Arnault, patron de LVMH, veut donc se concentrer sur le luxe, au plus fort potentiel de croissance. En vendant 7 % des 21 % qu'il détenait dans Guinness, le brasseur britannique, pour la coquette somme de 5 milliards de francs, il s'éloigne, rentabilité oblige, de celui grâce auquel, en 1988, il avait pris le contrôle de son groupe.

Lire page 14

TAHAR BEN JELLOUN

Editions du Seuil



International	2	Aujourd'hui	18
France	6	Agenda	20
Société	8	Abonnements	20
Carnet	10	Météorologie	20
Horizons	11	Mots croisés	20
Entreprises	14	Culture	21
Placements/marchés	15	Radio-Télévision	23